COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 JUILLET 2017

DELIBERATIONS

Vente d'un terrain communal

Suite aux nouvelles demandes de Monsieur PARIZEL et Madame MARICAL relatives à l'acquisition d'un terrain communal par la SCI CAJI, pour une surface de +/- 600 m² pour la construction d'une maison individuelle qui serait louée à la SAS Design Habitat, Monsieur le Maire redonne lecture de la délibération 2016/062 du 12 septembre 2016 relative à la vente d'un terrain communal à Design Habitat.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à la majorité (12 pour, 1 contre, 1 abstention), maintient les conditions.

Subventions aux associations 2017

Monsieur le Maire présente les propositions d'attribution de subventions :

- A.S.T.T.	: 2 200 € + 510 €
- A.S. GLAIRE	: 1 500 €,
- Familles Rurales	: 1 000 €,
- Le Cercle des Échansons	: 350 €
- A.S. Sommer	: 850 €,
- The Tennessee Road	: 400 €,
- Le Souvenir Français	: 100 €,
- La Chorale Saint Léger	: 150 €,
- Amicale Philatélique et Cartophile Sedanais	: 600 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité de verser les subventions proposées ci-dessus.

Convention d'adhésion au service prévention du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Ardennes

Prestation de conseil en prévention par l'adhésion au service de prévention du Centre de Gestion des Ardennes.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu le code du travail,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié par le décret n°2012-170 du 03 février 2012,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Ardennes en date du 27 juin 2013.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que le Centre de Gestion des Ardennes par délibération en date du 27 juin 2013 a décidé la mise en place d'une mission facultative en matière de santé et sécurité au travail pour apporter aux collectivités dans leurs actions de prévention des risques au travail.

Cette mission facultative présente de nombreux avantages par la mise en commun de moyens et de mutualisation des ressources pour les collectivités. Elle offre, sur leur demande, des prestations générales de conseil juridique et la possibilité de bénéficier de prestations individualisées d'assistance avec intervention sur site.

Eu égard à l'importance des questions touchant à la santé et sécurité au travail, il est proposé aux membres du conseil municipal de solliciter le Centre de Gestion des Ardennes pour cette prestation de conseil en prévention et autoriser à cette fin le Maire à conclure la convention correspondante.

Le conseil municipal :

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des suffrages exprimés,

DECIDE

Article 1 :

- De demander le bénéfice de la prestation de conseil en prévention proposée par le Centre de Gestion,
- D'autoriser Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante avec le Centre de Gestion annexée à la présente délibération,
- De prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité.

Article 2 :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Convention d'inspection santé et sécurité au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Ardennes

Mise à disposition d'un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en matière d'hygiène et de sécurité

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu le code du travail,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié par le décret n°2012-170 du 03 février 2012,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion des Ardennes en date du 27 juin 2013.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que le Centre de Gestion des Ardennes par délibération en date du 27 juin 2013 a décidé la mise en place d'une nouvelle convention d'inspection qui permet la mise à disposition des collectivités d'un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI). Son objectif est de contrôler les conditions d'application des règles définies en matière d'hygiène et de sécurité du travail dans la Fonction Publique Territoriale et de proposer à l'Autorité Territoriale :

- D'une manière générale, toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité au travail et la prévention des risques professionnels,
- En cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaire.

Cette disposition émane du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié par le décret n°2012-170 du 03 février 2012 (article 5). Ce texte prévoit en effet l'obligation pour toutes les collectivités de planifier une inspection des lieux de travail et la possibilité de confier cette mission au Centre de Gestion des Ardennes.

Eu égard à l'importance des questions touchant l'hygiène et à la sécurité des conditions de travail, il est proposé aux membres du conseil municipal de solliciter le Centre de Gestion des Ardennes pour cette prestation d'inspection et d'autoriser à cette fin le Maire à conclure la convention correspondante liée à la convention d'adhésion au service de prévention.

Le conseil municipal :

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des suffrages exprimés,

DECIDE

Article 1 :

- De demander le bénéfice de la prestation d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité proposée par le Centre de Gestion,
- D'autoriser Monsieur le Maire à conclure la convention correspondante avec le Centre de Gestion annexée à la présente délibération,
- De prévoir les crédits correspondants au budget de la collectivité.

Article 2 :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité,
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Création de la Maison des Assistantes Maternelles (M.A.M.)

Monsieur le Maire présente le projet de création d'une M.A.M. sur la commune sise rue de la Renaissance, dans une ancienne étable de l'ex- ferme BRUNSON.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver ce projet.

Création d'un Pôle de Santé

Monsieur le Maire présente le projet de création d'un pôle de santé sur la commune sise rue du Maréchal Foch, dans une grange de l'ex- ferme BRUNSON.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver ce projet.

Réalisation de travaux d'aménagement de voirie sis Rue du Maréchal Foch, Rue de Sedan et Chemin de Villette

Monsieur le Maire présente les différents projets de travaux d'aménagement de voirie Rue du Maréchal Foch, Rue de Sedan et Chemin de Villette que la commune souhaite entreprendre.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver ces projets.

Approbation du compte- rendu de la CLEECT du 16 mai 2017

La Commission Locale des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération Ardenne Métropole s'est réunie le 16 mai dernier pour définir le montant des charges transférées aux communes.

Considérant qu'en application de l'article 1609 nonies C du code Général des impôts, le rapport de la CLEECT traitant des évaluations de transfert de charges doit faire l'objet de délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux, dans un délai de trois mois à compter de sa transmission par le Président.

Le compte rendu complet de la CLEECT est joint en annexe de ce rapport. La commune de Glaire, n'était pas concernée par les 7 dossiers examinés. Suite à ces évaluations, l'attribution de compensation pour 2017 est réévaluée à 549 939 €, et est conforme aux données dont dispose la commune.

Considérant ces éléments, il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver le compte rendu de la CLEECT du 16 mai 2017
- De valider les modifications d'attribution de compensation en conséquence.

Travaux de réfection de la toiture du logement communal

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'une partie de la toiture du logement communal est endommagée. Il donne la parole à Monsieur COTRELLE, Adjoint aux travaux. Ce dernier précise que trois sociétés ont été consultées et que seule l'entreprise BRANCO a répondu. Le montant des travaux de réfection de la toiture s'élève à 10 328, 81 € H.T. (11 361, 69 € T.T.C.).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité de faire réaliser les travaux pour un montant de 10 328, 81 € H.T. (11 361, 69 € T.T.C.) par l'entreprise BRANCO.

Répartition de l'actif et du passif suite au retrait de votre commune du Syndicat Synergie Ardennes

Vu la délibération n°2016/26 du 08 novembre 2016 du syndicat Synergie Ardennes décidant de la répartition de l'actif et du passif du Syndicat Mixte Synergie Ardennes ;

Vu l'arrêté n°2016/677 de Monsieur le Préfet des Ardennes, en date du 19 décembre 2016, autorisant le retrait des communes de Glaire et de Donchery du syndicat mixte dénommé Synergie Ardennes ;

Vu la délibération n°2017/21 du 11 avril 2017 portant approbation de la répartition de l'excédent de fonctionnement entre les Communes de Donchery et Glaire et la part de Communauté de Communes des Portes du Luxembourg au sein du Syndicat Synergie ;

Vu le résultat de fonctionnement faisant apparaître un excédent de 375 851 €, alors que selon l'analyse de l'actif et du passif réalisé fin 2016 il était censé s'élever à 143 000 € ;

Considérant que la surévaluation de l'excédent est liée à l'ajout de 251 000 € de subventions exceptionnelles versées par les communes de Douzy et Mouzon ;

Il est proposé de reprendre une délibération de répartition de l'actif selon les cotisations versées, soit un montant de 18 959 € pour la commune de Donchery et de 7 438 € pour la commune de Glaire.

Le conseil municipal, entendu le rapport de Monsieur le Maire et après avoir délibéré ;

APPROUVE, par délibération concomitante, la répartition de l'actif 2016 du Syndicat Synergie Ardennes, selon les cotisations versées soit un montant de 18 959 € pour la commune de Donchery et un montant de 7 438 € pour la commune de Glaire.

AUTORISE le maire ou son représentant à prendre tous actes relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Participation financière à l'enfouissement de réseaux FDEA

Dans le cadre des travaux d'aménagement de l'arrêt de bus et de ses abords rue de Bellevue, en vue des travaux de voirie de la rue du Maréchal FOCH et des travaux d'enfouissement des réseaux, il vous est présenté les six certificats techniques suivants :

- Le certificat technique relatif à la participation financière des communes pour le chantier n°01130030 de dissimulation des réseaux électriques, rue du Maréchal Foch TR0 (opé face au n°3 rue Bellevue), avec une participation communale de 32 830,00 €
- Le certificat technique relatif à la participation financière provisoire des communes pour le chantier n°1130030 / CE de dissimulation des réseaux de communications électroniques, opé face au n°3 rue Bellevue (élec Foch TR0), avec une participation communale de 6 674,50 €

- Le certificat technique relatif à la participation financière des communes pour le chantier n°01170016 de dissimulation des réseaux électriques, rue Foch TR1, avec une participation communale de 16 518,00 €
- Le certificat technique relatif à la participation financière provisoire des communes pour le chantier n°1170016 / CE de dissimulation des réseaux de communications électroniques, rue Foch TR1, la FDEA doit 1 080,75 € à la Commune
- Le certificat technique relatif à la participation financière des communes pour le chantier n°01170017 de dissimulation des réseaux électriques, rue Foch TR2, avec une participation communale de 21 340,20 €
- Le certificat technique relatif à la participation financière provisoire des communes pour le chantier n°1170017 / CE de dissimulation des réseaux de communications électroniques, rue Foch TR2, la FDEA doit 1 620,43 € à la Commune

Il vous est demandé :

- D'approuver ces six certificats techniques ci-dessus
- D'autoriser le Maire à les signer, à payer et retoucher la somme correspondante à chacun des six certificats techniques.
- De fixer la durée d'amortissement de travaux, durée maximale de 30 ans.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Approuve les six certificats techniques,
- Autorise le Maire à les signer, à payer et retoucher les sommes correspondantes à chacun des six certificats techniques,
- Fixe la durée d'amortissement des travaux à 30 ans.

Décision modificative (D.M.) 01/2017

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur NAPARTY, Adjoint aux finances, afin qu'il présente la D.M. 01/2017.

SECTION D'INVESTISSEMENT	
ARTICLES	DEPENSES
2315	- 40 000, 00 €
2041582	40 000, 00 €
	0, 00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité cette D.M. 01/2017.

Acceptation d'un don

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du don fait par l'association le Cercle des Echansons d'un montant de 100 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte à l'unanimité le don de 100 € de l'association le Cercle des Echansons.

DIVERS

Néant